

# CHILI-QUEBEC INFORMATIONS

\$ 50,000.

\$ 40,000.

\$ 30,000.

\$ 20,000.

\$ 10,000.

## SOMMAIRE

DECEMBRE 1973 - Numéro 2

- SOLIDARITE
- COMMUNIQUE NO 2 DE LA RESISTANCE
- La I.T. & T. PARLE
- LA POLITIQUE CANADIENNE

---

## le chili dans la lutte contre le fascisme

---

Depuis le 11 septembre dernier, le peuple chilien vit des heures de souffrances et de deuil. La bourgeoisie et l'impérialisme ont réussi à renverser le gouvernement populaire et à établir — provisoirement — leur emprise sur le pays. Pour ce faire, les forces réactionnaires n'ont pas hésité à se débarrasser de leur masque "démocratique", en mettant à nu leur visage le plus monstrueux (et le plus vrai): celui de l'assassinat, la torture et les persécutions massives, celui de la violence systématique et sans scrupule à l'égard des masses et des militants révolutionnaires chiliens.

Le sacrifice héroïque de Salvador Allende, mort en combattant ainsi que le font tous les révolutionnaires, marqua le commencement d'une véritable escalade de la terreur fasciste. Aujourd'hui, cette escalade n'a pas cessé.

Bien au contraire, à l'heure actuelle, la dictature fasciste poursuit implacablement l'entreprise criminelle commencée le 11 septembre. Son objectif est simple: mater la résistance des révolutionnaires chiliens, détruire leurs organisations, briser la volonté révolutionnaire du peuple, en finir à jamais avec cette aspiration si juste et si enracinée dans les masses chiliennes: construire un Chili sans exploités ni exploités, sans misère ni privilèges; bâtir un Chili socialiste. Simples sont aussi les moyens de cette dictature: l'extermination systématique et impitoyable de tous ceux qui refusent d'accepter passivement la soumission du pays aux desseins de la réaction et de l'impérialisme; autrement dit, l'élimination physique de tous les révolutionnaires.

Ainsi, des milliers, des dizaines de milliers de travailleurs, de militants, d'intellectuels et de combattants du peuple sont tombés sous les coups meurtriers des balles, des grenades et des matraques fascistes. Des milliers d'autres remplissent les prisons où, quotidiennement, ils sont soumis aux pires tortures et vexations.

Mais le fascisme n'a pas peur des chiffres: pour lui, le mot "génocide" n'est qu'un mot. Car — il faut qu'on en prenne conscience — c'est bel et bien un génocide que la réaction et l'impérialisme sont en train de perpétrer au Chili. Un génocide dont l'ampleur et la monstruosité ne cessent, chaque jour, de s'accroître. Car c'est au moyen de ce génocide que la bourgeoisie et l'impérialisme peuvent rétablir leur domination et imposer leur politique au Chili — politique dont les premiers indices sont assez éloquents: hausses stratosphériques des prix des biens de consommation populaire, blocage des salaires, dissolution des syndicats et de la C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs), interdiction de la grève, prolongement sans aucune compensation des heures de travail, restitution d'entreprises et terres aux anciens propriétaires, etc., etc...

Non, la dictature n'a pas peur des chiffres. Les massacres ne l'énervent pas; bien au contraire, ils la rassurent. Aussi la mort du compaño Salvador Allende l'a rassurée et réjouie, en lui donnant la certitude d'une victoire décisive.

Certitude illusoire cependant. Car si le peuple chilien pleure aujourd'hui la mort au combat de son président, il comprend aussi le message révolutionnaire que cette mort enferme; il comprend que ce message lui est destiné, et il le fait sien.

La dictature fasciste a beau se croire victorieuse, les travailleurs chiliens n'ont pas été vaincus. Leur résistance continue, leur lutte s'affermie et se développe. Du cœur même de cette lutte, une organisation et une direction prennent naissance, en assurant l'unité des révolutionnaires et en orientant leurs combats. Le FRONT UNI DE LIBERATION NATIONALE, né dans la résistance et pour elle, non seulement comporte un démenti éclatant aux chants de victoire de la dictature fasciste; il est aussi l'instrument que le peuple chilien s'est donné pour écraser cette même dictature et accomplir cette entreprise irréversible qu'aucun fascisme ne saurait arrêter: la Révolution socialiste.

# la solidarité chez nous

Depuis le 11 septembre, jour du renversement du gouvernement Allende par la C.I.A., les compagnies multinationales et la bourgeoisie chilienne, des actions de solidarité ont eu lieu chez nous. Sans donner un tableau détaillé de tout ce qui s'est fait, on peut mentionner sous quelle forme s'est manifestée la solidarité.

## comités de solidarité

En premier lieu, il y a eu la formation de plusieurs COMITES DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI: dans plusieurs villes et régions du Québec (Chicoutimi-Lac St-Jean, Sherbrooke, Hull-Outaouais, Trois-Rivières,...), dans plusieurs quartiers de Montréal (Côte-des-Neiges, Pointe St-Charles,...), dans les universités et les cegeps (Vieux-Montréal, U. de Montréal, U.Q.A.M., McGill,...).

## assemblées/manifestations

Des assemblées d'information ont eu lieu dans les syndicats locaux et régionaux, les groupes populaires et dans le milieu étudiant. A ce jour, le Comité a collaboré à plus de 60 assemblées auxquelles des informateurs de retour du Chili ont participé. En outre plusieurs manifestations publiques se sont déroulées dans les villes du Québec et dans des quartiers populaires de Montréal.

## communiqués/journaux

De nombreux groupes ont fait parvenir aux journaux des communiqués (qui n'ont pas tous été publiés). D'autre part, plusieurs articles de journaux locaux, de bulletins de liaisons ont été consacrés au Chili.

## pétitions et télégrammes

Plusieurs groupes et individus ont fait parvenir au gouvernement canadien des dizaines de lettres et télégrammes dont nous avons reçu copie. Plusieurs centaines de pétitions ont circulé condamnant la politique canadienne au Chili et demandant l'ouverture de l'ambassade et l'accueil des exilés Chiliens. *(Ceux qui n'ont pas cette pétition peuvent s'adresser au Comité pour en obtenir des copies).*

## campagne de financement

La solidarité se manifeste également par un soutien financier à la lutte de résistance des forces populaires chiliennes et par une aide aux exilés. Cette contribution s'est réalisée par des ventes de documents, des "collectes" ou des cotisations. Ainsi, dans certains syndicats, les travailleurs ont donné l'équivalent de 1 heure ou 1 journée de travail pour la résistance chilienne et l'aide aux exilés.

## plusieurs activités

La solidarité s'est manifestée sous plusieurs autres formes. On pourrait mentionner le débrayage spontané de travailleurs de la I.T.&T. sur la Côte-Nord, au lendemain du coup d'état. Il y a quelque temps, on organisait une soirée Pablo Neruda à l'Université de Montréal. VENCEREMOS

Nom \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_

_____	Date _____
nom de votre banque ou caisse populaire	
_____	
adresse de la succursale	
<b>COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC CHILI</b> 356 Ontario Est, Mtl. 129.	No. de Compte
_____	\$ _____
_____	oo Dollars
Signature: _____	

---

## harold geneen (président de i.t.&t.) parle

---

### Du Chili

Si vous voulez savoir ce que nous avons fait au Chili, regardez les chiffres. Pour chaque dollar que nous en avons tiré, nous y avons investi \$6. ou \$8. Pourquoi alors aurions-nous fait autre chose qu'essayer de continuer?

Nous croyons avoir le droit de demander de l'aide à notre gouvernement quand le Chili veut prendre notre propriété. Tout ce que nous avons fait c'est demander de l'aide. Nous avons reçu des lettres —évidemment, surtout de nos actionnaires— dont 5 sur 1 nous demandaient de faire quelque chose. Il y en a même un qui voulait me faire congédier parce que je n'avais pas fait suffisamment d'efforts en ce sens.

Les mouvements marxistes dans le monde ont eu de la misère à expliquer pourquoi ils se font mettre dehors par le peuple d'un pays.

Au Chili, c'était un test d'économique. Allende était un gérant plein de pouces.

Je ne me souviens pas d'avoir demandé l'aide du gouvernement américain ailleurs qu'en Amérique latine, au Chili, où ils se préparaient à nous voler notre propriété. Nous ne mêlons jamais le gouvernement des USA à nos affaires. Mais qu'est-ce que nous sommes supposés faire quand un pays saute sur nos biens? Je crois que nous avons le droit de parler au gouvernement. Je ne crois pas que c'est mal de parler à ton gouvernement quand quelqu'un va te voler.

### Des pays sous-développés

Ce dont ces pays ont le plus besoin, ce sont des investissements à long terme. Si notre gouvernement ne nous soutient pas, il y aura de moins en moins de ces investissements. La réponse à ce problème reste une approche multinationale. Par là j'entends que les Allemands, les Suisses, la World Bank et d'autres participent à l'investissement. Alors six pays sont impliqués, pas seulement un. Si quelque chose allait mal, ces pays pourraient serrer la vis. On ne part pas en guerre, mais mettons que tout le monde coupe les crédits aux pays récalcitrants. . .

(BUSINESS WEEK, Novembre 1973)



### L' "EPURATION" UNIVERSITAIRE AU CHILI

Les autorités militaires chiliennes ont annoncé l'expulsion de 6,000 étudiants de l'Université de Concepcion, 8,000 de l'Université du Chili et 1,500 de l'Ecole des Beaux-arts. On a par ailleurs annoncé la destitution de 44 professeurs de l'Université du Chili, 100 de l'Ecole des Beaux-arts et plus de 100 à Concepcion.

D'ores et déjà, toutes les écoles de journalisme, de sciences sociales et de sciences politiques, leurs programmes, leurs plans d'étude et les textes d'enseignement ont été déclarés "marxistes" et définitivement éliminés de l'Université.

### LE DEUXIEME MOIS DU COUP

Le chef de la junte militaire chilienne, Augusto Pinochet, a présidé un office religieux le 11 novembre pour commémorer le deuxième mois du coup d'Etat. La messe a été célébrée dans l'école militaire de Santiago par Mgr Francisco Gilmore, évêque ayant le rang de général de l'armée, en présence de 500 soldats et 12 généraux.

Par la suite, Pinochet a annoncé que sept personnes avaient été abattues par les militaires le 9 novembre, alors qu'elles attaquaient le régiment "Tucapel" de Temuco, à 700 kilomètres au sud de Santiago.

# TIRER SON ARGENT DES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS...



## POUR MIEUX TIRER SUR LES TRAVAILLEURS CHILIENS

ILS LES EXPLOITAIENT  
MAINTENANT ILS LES TUENT

ILS NOUS EXPLOITENT  
PLUS TARD ILS ...

## **DES ENTREPRISES NATIONALISEES SONT REMISES A LEURS EX-PROPRIETAIRES**

Deux usines pétrochimiques qui étaient exploitées par l'entreprise américaine Dow Chemical et qui avaient été nationalisées par le gouvernement de l'Unité populaire seront remises par la junte à leurs anciens propriétaires. Dow Chemical monopolisait l'industrie pétrochimique au Chili jusqu'à ce qu'elle soit nationalisée.

De plus, la junte militaire a déjà remis à leurs ex-proprétaires environ 200 industries et entreprises qui avaient été nationalisées par le gouvernement Allende.

La junte militaire chilienne semble n'avoir confiance que dans les militaires pour se faire représenter à l'étranger. Deux mois après le coup d'Etat, dix ambassadeurs avaient été nommés et, sauf un, tous sont des militaires actifs ou à la retraite. Un décret-loi publié le 13 novembre signale que la désignation des ambassadeurs du Chili sera la responsabilité exclusive de la junte.

Selon des informations radiophoniques captées à Buenos Aires, l'édifice du journal populaire Clarin a été exproprié afin d'être utilisé par les tribunaux militaires. Le journal a été fermé comme tous les media d'information de gauche et son directeur, Alberto Gamboa, a été détenu avec d'autres journalistes depuis le coup d'Etat sanglant du 11 septembre.

## **LES FINANCIERS AMERICAINS A L'AIDE DE LA JUNTE**

Lors de son voyage aux Etats-Unis, l'amiral Ismael Huerta, responsable des affaires étrangères de la junte, a rencontré environ 130 dirigeants de diverses entreprises américaines. La Manufacturers Hanover Trust Co. a alors accordé un crédit de \$24 millions au gouvernement militaire et un prêt additionnel de \$20 millions a été offert. De huit à dix autres banques américaines et deux banques canadiennes ont alors offert à la Junte des crédits commerciaux s'élevant à \$150 millions. Il y a aussi le gouvernement américain lui-même, qui avait empêché l'Export-Import Bank de prêter au gouvernement Allende, et qui a maintenant fourni à la Junte des crédits de \$24 millions pour acheter du blé américain.

---

## **la politique canadienne à l'égard du chili**

---

### **30,000 Hongrois, 16 Chiliens: pour des raisons politiques**

18 jours seulement après le renversement du gouvernement constitutionnel du président Allende par un coup d'état militaire sanglant, le ministre des affaires extérieures du Canada a annoncé la reconnaissance diplomatique du régime des généraux putschistes du Chili. Quelles sont les raisons qui permettent à un gouvernement d'un pays qui se veut démocratique de reconnaître aussi vite la personnalité d'un régime fondé sur le renversement d'un gouvernement démocratique par la force armée? Mitchell Sharp a prétendu que le Canada serait mieux en mesure ainsi de protéger les intérêts économiques canadiens au Chili et d'aider les Canadiens résidant dans ce pays ainsi que "les autres personnes affectées" par le coup d'état. Que cache cette déclaration? Que signifie-t-elle?

### **Intérêts canadiens: en dollars**

Les intérêts du Canada au Chili le 11 septembre passent par la conclusion d'une transaction de 15 millions de dollars concernant la vente d'avions fabriqués par De Havilland Aircraft. Ils passent aussi par les banques canadiennes qui, quelques jours après le coup, ont ouvert au régime militaire des lignes de crédit à court terme (180 jours) portant intérêt à 11% alors que les crédits canadiens au Chili étaient gelés depuis 1972. Ces intérêts financiers et commerciaux ont pesé lourdement dans la décision de reconnaître la junte militaire.

### **Motifs humanitaires: hypocrites et politiques**

Les motifs humanitaires invoqués par Sharp pour la reconnaissance de la junte sont un écran de fumée et une supercherie. Dans un télégramme du 20 septembre à son ministre, l'ambassadeur du Canada à Santiago, Andrew Duncan Ross, déclare "jusqu'ici absence de reconnaissance n'a pas entravé un tel travail" d'aide aux Canadiens arrêtés. Le même Ross qualifie les réfugiés au Chili

(ceux que Sharp appelle "les autres personnes touchées par les récents événements au Chili" de "canailles de gauche à qui Allende avait accordé asile" et il dit espérer que l'ONU s'en occupera pour leur trouver un refuge.) C'est ce même Ross (ancien agent de renseignement de l'armée canadienne) qui se fait auprès du gouvernement canadien l'agent de relations publiques de la junte; il dit que les forces armées "ont accepté une tâche extrêmement difficile et ingrate" et qu'il ne voit "aucune utilité à refuser indûment reconnaissance" car "telle attitude pourrait même retarder le retour éventuel (après 1976) du Chili au processus démocratique"(tel. du 13 sept. 1973). Dans ses autres messages, Ross affirme par la suite que la répression qui s'est abattue sur le Chili (qualifiée par la revue "newsweek" de boucherie) est "déplorable mais compréhensible" et que ceux qui résistent aux militaires sont des déchets de la société.

### **C.I.A. et G.R.C.**

L'ambassadeur a donc fermé sa porte à clé devant les éventuels réfugiés. Malgré tout, 600 demandes d'asile politique sont parvenues à l'ambassade canadienne. 16 personnes seulement sont arrivées au Canada. Pourquoi les services canadiens sont-ils si lents à accepter ces demandes? C'est qu'à la suite du lent processus administratif habituel, des agents de la Gendarmerie Royale du Canada interviennent et se rendent à Santiago pour filtrer les candidatures. Ces agents de la G.R.C., Cliff Wilbrod et Jim Knobs, recueillent des renseignements auprès des agents de la C.I.A à l'ambassade américaine sur les candidats avant de faire une recommandation. Résultats: depuis le coup d'état, seulement deux visas d'immigration ont été livrés. Et les cadavres continuent à rouler dans le Mapocho (Le Devoir, 24-11-73).

### **Cabinet fédéral divisé**

Le cabinet fédéral est tiraillé au sujet du Chili. Ces tiraillements, il les doit à la présence d'hommes aux valeurs différentes au sein du gouvernement. Gérard Pelletier désire que le Canada accepte le plus possible de réfugiés, qu'il accélère les procédures, qu'il sauve des vies menacées. Il est soutenu par une opinion publique renseignée et exigeante. Mitchell Sharp, appuyé sur les hauts fonctionnaires de droite de son ministère, tempore, retarde, met des bâtons dans les roues: ses raisons sont autant idéologiques qu'économiques.

Sharp est de droite, tout comme Ross, et les réfugiés éventuels sont de gauche. Car il ne s'agit plus de personnes chassées de leur pays par la prise du pouvoir par les communistes, comme en Tchécoslovaquie et en Hongrie, mais par un coup d'état sanglant de la part de la droite. La plupart des réfugiés du Chili et des éventuels immigrants sont des hommes de gauche: on en a eu 16 depuis le 11 septembre. En 1956, après le soulèvement de Hongrie, on avait accueilli au Canada 30,000 Hongrois.

C'est dans ces deux chiffres, 30,000 Hongrois, 16 Chiliens, qu'éclate toute la contradiction frappante des normes "humanitaires" du ministre Sharp. C'est aussi une preuve de l'hypocrisie de son ministère et de sa politique et de celle du gouvernement canadien tout entier. La lutte d'influence entre les tendances pro-junte et anti-fascistes qui se joue actuellement au sein du cabinet canadien a conduit le ministre Sharp à atténuer légèrement ses positions et à promettre un adoucissement de l'application rigoureuse des règlements du ministère des Affaires extérieures et de celui de l'Immigration. Cette légère concession indique un rapport de force actuellement défavorable à Sharp au sein du cabinet. Des considérations politiques partisans, comme la possibilité d'élections générales au cours de l'hiver, peuvent la justifier.

### **L'opinion publique canadienne**

Les pressions de l'opinion publique canadienne en faveur des personnes pourchassées au Chili ont été nombreuses et continues. De la même façon qu'au Chili même, les pressions pour maintenir ouvertes les ambassades ont été constantes et fortes. Le gouvernement libéral de Trudeau doit compter sur ces pressions de l'opinion publique comme il doit compter sur les tensions produites au sein du cabinet par la question du Chili. Sa survie est à ce prix.

# CHILI- QUEBEC

---

356 ONTARIO Est, Montréal 129, Québec.

## DOCUMENTATION (disponible au Comité)

	prix	quant.	coût
– Chili 1970-1972, la mobilisation des masses <i>(22 pages; les changements politiques, économiques et sociaux sous Allende, les problèmes rencontrés)</i>	1.00		
– Chili 1973 <i>(un document de travail visualisé pour les soirées d'information, sur les forces en présence au Chili lors du coup d'état; organisation de travailleurs, Unité Populaire, les ennemis du régime)</i>	.10		
– Dossier Chili <i>(pourquoi s'intéresser au Chili; participation et organisation politique des travailleurs)</i>	.10		
– Militarisme et libération <i>(le rôle des militaires dans les divers pays d'Amérique Latine)</i>	.10		
– Le Chili après le coup d'état du 11 sept. <i>(les événements au jour le jour du 11 sept. au 28 sept.)</i>	.10		
– Dernière nuit pour eux, premier matin pour nous <i>(répression et résistance après le 11 sept.)</i>	.10		
– Manifeste des missionnaires québécois de retour du Chili	.00		.00
– Chili-Québec Informations <i>(bulletin d'information sur la résistance, la répression, la solidarité, préparé par le Comité)</i>	.10		
– Exposé d'Allende aux Nations-Unies le 4 décembre 1972 et Discours de Fidel Castro sur la mort d'Allende (La Havane, 28 sept. 1973)	.10		